Revue Sociétés & Économies

- - - - - - - - - - - - - - - - - - -

Revue du Laboratoire de Sociologie Économique et d'Anthropologie des Appartenances Symboliques

(LAASSE)

Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan-Côte d'Ivoire

Institut d'Ethno-Sociologie

Année : **2025**

Numéro 25-LAASSE- Octobre 2025

N° ISSN : **2311-6501**

Site web : **www.laasse-socio.org**

Revue Sociétés & Économies numéro 25-2025

Directeur de Publication

Prof. Roch YAO GNABELI (Professeur Titulaire de Sociologie, Université FHB, Abidjan)

Rédacteur en Chef

Prof. Serge LIDA (Professeur Titulaire de Sociologie, Université FHB, Abidjan)

Rédacteur en Chef Adjoint

Dr (MC) Rusticot DROH (Maître de Conférences de Sociologie, Université FHB, Abidjan)

Secrétariat de Rédaction

Dr Gbocho Roseline N'DA (Sociologue, Enseignant-Chercheur Université AO, Bouaké)

Dr Anick Etchonwa MIAN (Sociologue, Enseignant-Chercheur Université AO, Bouaké)

Dr (MC) Kando Amédée SOUMAHORO (Maître de Conférences de Sociologie, Université FHB, Abidjan)

Chargé du marketing et de la Diffusion

Prof. Franck Akrou LOBA (Professeur Titulaire de Géographe, Université FHB, Abidjan)

Dr (MC) Cyrille YORO (Maître de Conférences de Criminologie, Université FHB, Abidjan)

Le comité international de lecture

Prof. Alain CAILLE (Professeur honoraire, Université de Paris 10, Nanterre)

Prof. Patrick SAVIDAN (Professeur de Philosophie, Université de Poitiers)

Prof. François CUZIN (Maître de Conférences, Université de Paris 9, Dauphine)

Prof. Laurent BAZIN (Anthropologue, Chercheur au CNRS, France)

Prof. Paul ANOH (Professeur Titulaire de Géographie, Université FHB, Abidjan)

Prof. Aghi BAHI (Professeur Titulaire, Sciences de la communication, Université FHB, Abidjan)

Prof. Nicodème ZAKRA (Directeur de Recherches, CNRA, Abidjan)

Prof. Komi KOSSI-TITRIKOU (Professeur Titulaire en Anthropologie, Faculté des Lettres et Sciences Humaines, Université de Lomé – Togo)

Prof. Moustapha TAMBA (Professeur Titulaire de Sociologie, Université Cheikh Anta Diop de Dakar)

Prof. Issiaka Prosper LALEYÊ (Professeur Titulaire de Sociologie, Université Gaston Berger, Saint-Louis, Sénégal)

Prof. Gertrude NDEKO (Sociologue, Professeur Titulaire, Université Marien N'gouabi, Brazzaville)

Prof. Issiaka MANDE (Professeur de Sciences politiques à l'Université du Québec à Montréal, Canada)

Editorial

Le numéro 25 de la *Revue Sociétés & Économies* consacre l'intérêt soutenu suscité par ledit support. Comme pour marquer une dynamique toujours renouvelée, il présente en un seul volume les résultats de 16 opérations de recherche scientifique réparties par discipline de la manière suivante : 14 textes de sociologie, 2 textes de socio-anthropologie, 1 texte de psychologie, 1 texte de géographie, 2 textes d'histoire et 1 texte d'économie.

Les textes abordent des objets variés qui, pour ce qui relève de la sociologie, vont de l'examen des conséquences sociales de la communication commerciale sur la consommation de produits manufacturés, en lien avec les problèmes de santé publique (**Jacob Agobé et al**.), au rapport entre migrants et autochtones au sein de mécanismes de solidarité (**Adiko Monsan**), en passant par les supports sociaux de la violence chez les élèves filles inscrites dans les lycées et collèges (**Kouakou N'Guessan Edwige et al.),** les stratégies de gestion des difficultés académiques par des étudiants du premier cycle de l'Université Alassane Ouattara (**Coulibaly Fatoumata**), les supports sociaux de la qualité des produits maraîchers à Abidjan (**Brou Theclessé et al.),** les rapports sociaux de genre dans la recherche scientifique en Côte d'Ivoire (**Berté Salimata et al**.), la gouvernance hospitalière en contexte de risque au sein de centres hospitaliers et universitaires à Abidjan (**Sié Flora et al.),** les formes et enjeux de la médiation dans les rapports sociaux de production au sein d'entreprises en Côte d'Ivoire (**Méité Youssouf**), les pratiques sociales liées à l'environnement en contexte de modernité au Bénin (**Akpona Adukê Inuya**), ainsi que l'analyse des pratiques sociales et des rapports de pouvoir dans la gestion de l'eau potable à Bondoukou, entre inégalités structurelles et stratégies communautaires d'adaptation (**N' Goh Nana et al.).**

S'y ajoutent les recherches sur les résistances institutionnelles et facteurs limitants dans la mise en œuvre du service de demande d'actes d'état civil en ligne en Côte d'Ivoire (**Pascal Sialou et al.),** le rôle des spiritualités locales dans la légitimation des activités génératrices de revenus dans le Nord-Est de la Côte d'Ivoire (**Djédou Adjé**), les représentations sociales de la micro-assurance chez les ménages ruraux entre pertinence théorique et solidarités locales (**Marc Yao**), le rapport à l'école dans les lycées et collèges publics et privés sous l'influence des activités lucratives informelles et des groupes de pairs (**Okou Dieudonné**) et l'impact de la législation et la gouvernance scolaire sur la qualité de l'éducation et la protection du droit d'auteur (**Yao Paul Nanan**).

Les résultats de recherches socio-anthropologiques publiés dans ce numéro traitent respectivement du placement familial comme dispositif de transformations identitaires oscillant entre enjeux normatifs et dynamiques socioculturelles au Togo (**Awissok Eyassimam**) et de l'énergie comme fait social total au Sénégal (**Sakho Sadibou**).

Le texte de psychologie analyse les effets des stéréotypes de genre sur les rapports sociaux au sein des ménages au Niger (**Ahamadou Jaffar**), tandis que la proposition relevant de la géographie se concentre sur la gestion des toilettes publiques dans des quartiers urbains défavorisés d'Abidjan (**Hazégnon Lynda et al.).** Les contributions historiques portent, l'une sur les relations diplomatiques entre les royaumes britannique et Ashanti au XIX^{e} siècle (**Sécré Kossonou**), et l'autre sur l'histoire du cacao dans l'économie agricole en Côte d'Ivoire entre 1954 et 1994 (Kouamé Yao). Enfin, le texte d'économie modélise les effets de la gouvernance électronique dans la lutte contre la corruption en Afrique de l'Ouest (**Dayamba Kayaba et al.).**

Au regard de l'amélioration constatée tant en quantité qu'en qualité des propositions, ce numéro illustre le dynamisme de la *Revue Sociétés & Économies*, et la direction de publication tient à saluer à juste titre les efforts de l'ensemble de l'équipe de rédaction et de communication.

Roch YAO GNABELI
Professeur titulaire de sociologie
roch.gnabeli61@gmail.com

SOMMAIRE

Editorial………..4

SOCIOLOGIE

Ablakpa Jacob AGOBE
Publicité alimentaire et consommation de produits transformés à Abidjan : implications pour les maladies chroniques 8

N'guessan Edwige KOUAKOU, Gnazégbo Hilaire MAZOU, Dali Serge LIDA
Influence des stéréotypes de genre sur les comportements violents des filles dans les établissements d'enseignement secondaire de la ville de Yamoussoukro (Côte D'ivoire) 22

Fatoumata COULIBALY
Stratégies de gestion des difficultés académiques des étudiants de la première année de l'UFR des sciences économiques et de gestion (UFR-SEG) de l'université Alassane Ouattara 34

Akissi Theclesse BROU, Koffi Alexandre, Dali Serge LIDA
Qualité des légumes maraichers locaux à Abidjan (Côte d'Ivoire) : le rôle des imaginaires sociaux comme dispositifs culturels normatifs……...51

Salimata BERTE, Estelle KABRAN, Djané ADOU
Idéologies et pratiques de la politique de genre dans la recherche scientifique en Côte d'Ivoire : expériences des centres de recherche en Abidjan…….67

Adukê Inuya Nadège AKPONA
Gouvernance environnementale au Bénin : entre impératifs de développement et prise en compte des savoir-faire endogènes…….80

Yowl Flora SIE, Célestin TEA
Gouvernance hospitalière et gestion des déchets sanitaires au chu de Cocody (Abidjan) : normes, pratiques et interactions sociales.....93

Youssouf MEITE
La médiation : un outil de résolution des conflits internes et de cohésion sociale dans l'entreprise. Etude de cas de la *médiature* à la SOTRA (Abidjan)……108

Adiko Elvis MONSAN
Mécanismes sociaux de domination des autochtones au sein de l'Union des Jeunes de la Commune d'Akoupé (Côte d'Ivoire).....127

N'Goh N'Goran Konan NANA, Dali Serge LIDA
Pratiques sociales et rapports de pouvoir dans la gestion de l'eau potable à Bondoukou : entre inégalités structurelles et stratégies communautaires d'adaptation 144

Koffi Pascal SIALOU, De Bloganqueaux Soho Rusticot DROH

Résistances institutionnelles et facteurs limitants dans la mise en œuvre du service de demande d'actes d'état civil en ligne en Côte d'Ivoire 166

DJÉDOU Adjé Frédéric Joël

Systèmes de croyances et stratégies économiques : rôle des spiritualités locales dans la légitimation des activités génératrices de revenus dans le Nord – Est de la Côte d'Ivoire 183

OKOU Dieudonné, Yao Paul NANAN, Dali Serge LIDA

Le rapport à l'école dans les lycées et collèges publics et privés de Côte d'Ivoire : entre activités lucratives informelles et influence des groupes de pairs. Etude de cas 227

Yao Paul NANAN……..…...238

Législation scolaire et gouvernance éducative en Côte d'Ivoire : impact sur la qualité de l'éducation et la protection des droits des acteurs

SOCIO-ANTHROPOLOGIE

Eyassimam AWISSOKI, Salamatou BILABENA, Komi KOSSI-TITRIKOU

Placement familial et transformations identitaires des enfants à Kusuntu (Togo) : enjeux normatifs et dynamiques socioculturelles 256

Cheikh Sadibou SAKHO

L'énergie comme fait social total : pour une socio-anthropologie décoloniale des dynamiques énergétiques au Sénégal 274

PSYCHOLOGIE

Hassane Jaffar AHMADOU

Stéréotypes de genre et violences basées sur le genre au Niger (VBG) : exemple de la région de Niamey ……..…...298

GEOGRAPHIE

Lynda HAZEGNON, Djané ADOU, Phaniwa Zié Zoumana COULIBALY ,Salimata BERTÉ

État des lieux et enjeux de la gestion des toilettes publiques dans les quartiers urbains défavorisés : cas de la commune de Koumassi, Côte d'Ivoire 312

HISTOIRE

Kouamé Kossonou Frédéric SECRE

Prélude d'une mission diplomatique britannique à Kumasi en pays ashanti en 1817… 326

Yao KOUAME
Le café-cacao, de l'âge d'or à la décrépitude (1954-1994).....347

ECONOMIE

Kayaba Marc Francis DAYAMBA, Boukary OUEDRAOGO
Les effets de la Gouvernance électronique dans la lutte contre la corruption en Afrique de l'Ouest 365

SOCIOLOGIE

Systèmes de croyances et stratégies économiques : rôle des spiritualités locales dans la légitimation des activités génératrices de revenus dans le Nord – Est de la Côte d'Ivoire

DJÉDOU Adjé Frédéric Joël[33]

Résumé :

Cet article examine l'articulation entre systèmes de croyances locales et pratiques économiques dans le Nord-Est de la Côte d'Ivoire. À travers une approche socio-anthropologique, essentiellement qualitative, il explore la manière dont les spiritualités locales interviennent dans la légitimation sociale et morale des activités génératrices de revenus. Les enquêtes de terrain révèlent que les acteurs mobilisent ces croyances pour sécuriser leurs pratiques économiques, gérer les risques perçus et renforcer leur position au sein des réseaux communautaires. Il a également été mis en évidence que les référents spirituels jouent un rôle central dans la définition de normes économiques locales et dans la construction de la légitimité sociale autour du travail et de l'argent. Ainsi, les résultats questionnent la séparation souvent présupposée entre rationalité économique et culture religieuse, en montrant que les croyances locales ne se limitent pas à des sphères symboliques mais structurent activement les stratégies économiques quotidiennes des individus et des collectifs.

Mots clés : système de croyance, pratiques économiques, normes locales, capital.

Abstract :

This article examines the relationship between local belief systems and economic practices in the North-East of Côte d'Ivoire. Using a primarily qualitative socio-anthropological approach, it explores how local spiritualities contribute to the social and moral legitimation of income-generating activities. Fieldwork reveals that actors mobilize these beliefs to secure their economic practices, manage perceived risks, and strengthen their positions within community networks. The study also highlights the central role of spiritual authorities in defining local economic norms and in constructing social legitimacy around work and money. These findings challenge the often-assumed separation between economic rationality and religious culture, demonstrating that local

[33] Sociologue, Assistant, UFR – SHS Université de Bondoukou, E-mails : frederic.djedou@ubkou.edu.ci / djedouadje@gmail.com

beliefs are not limited to symbolic spheres but actively structure the everyday economic strategies of individuals and collectives.

Keywords: belief system, economic practices, local norms, capital.

Introduction

Dans de nombreuses sociétés africaines, et principalement en Côte d'Ivoire, exercer une activité économique consiste à s'inscrire dans des rapports assez complexes en lien avec des univers symboliques, idéologiques, culturels et spirituels de la communauté d'ancrage (Ayimpam, 2014, pp. 312-313 ; Olivier de Sardan, 2005, pp. 111, 120 - 121*)*. À Bondoukou, Bouna et Doropo, villes historiques situées à dans le Nord - Est de la Côte d'Ivoire, cette réalité est plus marquée. En effet, la zone couverte par ces trois villes est étiquetée comme un espace de rencontres entre cultures et croyances diverses, qui d'ailleurs constituent les supports réels des pratiques économiques *(Djédou & Nana, 2025, pp. 159 – 160).* Sous un tel rapport, cette région se présente comme un terrain privilégié pour observer l'imbrication entre spiritualité et pratiques économiques, autrement dit l'encastrement spirituel des pratiques dites économiques.

En effet, contrairement à la logique économique classique, le constat est que ce sont les systèmes de croyances et les spiritualités locales, qui en jouant un rôle central en tant que capital symbolique, apportent légitimité et protection, du moins selon les acteurs, et garantissent la durabilité et la réussite des activités génératrices de revenus. En outre, ce même socle spirituel constitue également un cadre normatif strict. Certaines activités, perçues comme contraires aux règles rituelles ou susceptibles de perturber l'équilibre symbolique de la communauté, sont découragées, contestées et combattues.

Autrement dit, l'observation du champ des activités génératrices de revenu dans le Nord – Est de la Côte d'ivoire fait émerger un paradoxe assez visible : alors que les activités génératrices de revenus, portées par les politiques publiques, les ONG ou les acteurs individuels et collectifs, sont couramment perçues comme l'expression d'une rationalité économique et obéissant à une logique de valorisation du niveau de vie, leur processus de légitimation sociale au contraire relève plutôt de contraintes et de déterminismes symboliques, cultuels, et croyanciels.

Sous un tel rapport, l'étude se donne pour objectif principal d'explorer des processus sociaux relativement contrastés sous au moins deux (2) rapports. D'une part, il y a le fait que dans le

contexte des espaces communautaires considérés, le succès, la légitimité voire la pérennisation d'une activité génératrice est fortement corrélée à son acceptabilité idéologique et spirituelle. Cela veut dire en réalité que certaines activités peuvent être considérées dans les imaginaires comme moralement et socialement acceptables, et d'autres comme symboliquement non conformes aux cadres normatifs spirituels, religieux, culturels, dogmatiques, locaux. En conséquence ces dernières peuvent être qualifiées « illégales » selon les croyances et normes locales.

D'autre part, il est ressorti des observations préliminaires entre juin et juillet 2025 dans la zone d'étude considérée (Bondoukou, Bouna, et Doropo) que la légitimation des AGR relève d'un processus relationnel, elle met en interaction une diversité d'acteurs (chefs coutumiers, leaders religieux, anciens, leaders d'opinion etc.) y compris des acteurs non matériels (ancêtres, génies, talisman et autres entités spirituelles). Elle s'accompagne ce faisant de rites, rituels, de pratiques cultuelles empreintes de spiritualité.

Dans cette perspective, cette étude fonde sa pertinence sur une interrogation majeure, à savoir : comment les spiritualités locales — comprises ici comme l'ensemble des croyances, rites et pratiques religieuses traditionnelles ou importées — influencent - elles les trajectoires économiques individuelles et collectives et participent de ce fait à leur légitimation ?

Sous ce rapport, l'étude se propose comme objectif d'explorer les rapports entre les spiritualités locales et la légitimation des AGR dans les grandes villes du Nord – Est de la Côte d'Ivoire, notamment à Bondoukou, Bouna et Doropo en mettant en lumière la tension entre ancrage culturel, cultuel, croyanciel et dynamique économique.

Ainsi, à partir d'une approche interdisciplinaire, croisant l'anthropologie, la sociologie économique et l'étude des religions, deux (2) principales questions vont permettre de structurer la problématique d'ensemble de cette recherche :

- Comment, dans un contexte considéré comme économiquement concurrentiel et symboliquement normé, les spiritualités traditionnelles et culturelles locales à Bondoukou, Bouna et Doropo conditionnent-elles la légitimation et la durabilité des activités génératrices de revenus ?

- Comment les logiques spirituelles s'articulent aux transformations socio-économiques contemporaines, et dans quelle mesure celles – ci participent à façonner certaines formes d'initiative socio – économique à Bondoukou, Bouna et Doropo ?

1. Revue littérature

La réflexion sur l'articulation entre pratiques économiques et croyances et pratique religieuses semble féconde tel que l'illustre les travaux qui s'y sont penchés. Et les thématiques abordées sont variées. Toutefois, cette revue explore certaines conclusions phares des auteurs ayant contribuer à enrichir les réflexions sur la question.

D'un point de vue générale, les sociétés africaines sont marquées par un encastrement spirituel et sacré des pratiques économiques (Nanfosso & NKoa, 2022). En effet, les activités économiques comme l'agriculture, la pêche, l'élevage, l'artisanat sont de façon générale accompagnées de rites, de rituels, d'offrandes à la suite de pratiques divinatoire ayant pour vocation de prendre le point de vue des ancêtres et d'autres entités spirituelles considérées comme bienveillantes (Geertz, Clifford : 1973).

Dans un tel contexte les chefs traditionnels et guides religieux locaux ont tendance à jouer un rôle central l'acceptation sociale d'une AGE. En effet, leur bénédiction est le plus souvent interprétée comme une caution idéologique dans le déroulement de projet dans l'espace communautaire. À défaut, l'absence de telles pratiques symboliques est le plus souvent perçue comme un indicateur de méfiance voire de rejet dans l'espace communautaire.

C'est ainsi que pour Fourchard (2005) et Jean-Pierre Dozon (1995, p. 45) par exemple, ces pratiques fonctionnent comme des vecteurs de réduction de l'incertitude et des outils d'aide dans la gestion du risque. Ils pensent en effet qu'entreprendre une activité économique en Afrique de l'Ouest nécessite inévitablement une validation spirituelle marquée dans les pratiques par des rituels pour obtenir la bénédiction des ancêtres ou des entités spirituelles.

Ainsi, pendant que certains acteurs peuvent se soustraire de projets ou construire de la distance vis-à-vis de certains commerces ou autres activités génératrices de revenu, d'autres ont tendance à articuler croyances traditionnelles et modernité dans des contexte de transformations économique, surtout visible dans l'espace agricole (Comaroff, Jean & Comaroff, John, 2000).

Par ailleurs, en contexte de crise par exemple, les références religieuses peuvent constituer des vecteurs de renforcement de la cohésion communautaire autour d'un projet économique. La spiritualité devient alors un capital symbolique mobilisable (Ranger, 1986 ; Peel 2000).

En Afrique de l'ouest, la réussite sociale a un caractère moral. Il existe en effet, des normes spirituelles et morales qui encadrent réussite sociale. Celle – ci est perçue comme légitime lorsqu'elle est jugée conforme aux normes spirituelles et morales en vigueur. C'est ainsi que les personnes qui réussissent en dehors de ces cadres normatifs sont accusées de sorcellerie, de pacte occulte ou de transgression spirituelle. Les travaux de De Sardan (2005, p. 134) et Comaroff & Comaroff (2000) sur les entrepreneurs africains sont à cet égard illustratifs. Ces auteurs montrent en effet l'ambivalence entre admiration et soupçon qui entoure les personnes ayant réussi socialement et qui se faisant, sont considérées comme riches.

Aussi, depuis les années 1980, de nombreuses églises pentecôtistes diffusent - elles une éthique de la réussite économique fondée sur l'entrepreneuriat spirituel, la dîme, la discipline morale et la bénédiction financière (Marshall, 2009, pp. 166 - 201).

Par ailleurs, les travaux de Peel (2000) ou plus récemment Meyer (2004) mettent en évidence que ces pratiques spirituelles, tout autant que leurs formes religieuses de correspondance ne restent pas inchangées, elles prennent des formes nouvelles, s'adaptant aux dynamiques et mutations sociales selon le contexte du moment.

2. Ancrage théorique et méthodologique

2.1. Cadre théorique

L'étude analyse les mécanismes de légitimation des activités génératrices de revenus (AGR) sous le prisme des spiritualités locales. En conséquence elle s'inscrit dans un cadre théorique pluridisciplinaire qui articule l'anthropologie religieuse (i), la sociologie économique (i) ainsi que la théorie économique sociale et culturelle (iii).

i. Du point de vue de l'anthropologie religieuse, elle mobilise les travaux Jean-Pierre Dozon (1995) et Meyer (2004) qui montrent comment les spiritualités locales peuvent servir, tantôt de vecteur de légitimation, tantôt de délégitimation et disqualifier certaines activités économiques en fonction des cadres symboliques, moraux ou ésotériques en vigueur. Aussi, à la lumière des travaux Max Weber (1905), l'on note que certaines valeurs religieuses peuvent structurer des comportements économiques rationnels.

ii. En ce qui concerne la théorie sociologique économique, l'étude s'inspire particulièrement de la théorie de la légitimation sociale de Max Weber. En effet, selon l'auteur l'exercice de l'autorité ou des pratiques sociales à vocation économiques reposent sur un mécanisme de légitimation sociale, qu'elle soit traditionnelle (s'appuyant sur les coutumes, les traditions, etc.), charismatique (reposant sur le charisme d'acteurs aux compétences sociales jugées exceptionnelles) ou rationnelle c'est-à-dire basée sur des règles, le droit, les institutions légales. Sous ce rapport, l'exercice d'une activité génératrice de revenu à Bondoukou, Bouna, et Doropo peut être perçue comme le produit d'un processus de légitimation sous au moins trois (3) conditions : la légitimation par les traditions ancestrales, coutumière et religieuses locales, la légitimation par les figures charismatiques locales (chefs religieux, devins, guérisseurs, leaders d'opinion), et la légitimation par les règles institutionnelles modernes (ONG, microfinance, État).

iii. L'ancrage culturel des pratiques économiques

L'étude s'inspire également des travaux d'anthropologue comme Paul Bohannan (1968) ou encore Jean-François Bayart (2008) dont certaines conclusions ont manifestement exploré l'ancrage relationnel, religieux, politique et symboliques des pratiques économiques, mettant dès lors en évidence leur encastrement social et culturel. Avec ces auteurs, l'idée de système économique autonome et essentiellement rationnel, c'est – à – dire déconnecté des pesanteurs sociales est un leurre. Ainsi, À Bondoukou, Bouna, et Doropo, les activités économiques qui visent à se maintenir dans la durée doivent inévitablement être validées par des mécanismes culturels, voire des rites d'initiation, des bénédictions rituelles, des interdits, ou consultations d'esprits.

2.2. Méthodologie

Cette étude qui a comme objectif de capter les productions idéologiques et imaginaires sociaux, les pratiques symboliques et les mécanismes de régulation normative qui sous-tendent les activités

économiques dans le Nord – Est de la Côte d'Ivoire repose fondamentalement sur les outils de l'anthropologie sociale et de la sociologie économique, à savoir le guide d'entretien semi – directif, la grille d'observation ethnographique, les récits de vie les photographies. Ces outils ont été mobilisés dans le cadre d'entretiens individuels et des focus group (pour le guide d'entretien et le récit de vie) et des observations directes en situation d'immersion (grille d'observation ethnographique et photographie). Cela dit, cette étude s'inscrit dans une perspective purement compréhensive en vue de recueillir des données qualitatives sur les interactions entre croyances, normes communautaires et pratiques entrepreneuriales, en considérant à la fois les dimensions symboliques et idéologiques des pratiques observées.

Relativement à la zone d'étude, les villes de Bondoukou, Bouna et Doropo sont des villes frontalières du Ghana et du Burkina Faso. Cette zone est historiquement marquée comme carrefour de plusieurs identités à la fois ethnoculturelles et religieuses. L'on y retrouve, à l'origine des groupes Akan (Abron, Agni - Bona) des groupes voltaïques (Koulango, Lorhon, Dègah, Gbin, Lobi, Birifor, Nafana,) et des malinkés. Cette particularité de la configuration ethnoculturelle consolide l'idée qu'elle représente un terrain d'observation privilégié pour cette étude, en ce sens qu'elle est marquée par une diversité religieuse visible à travers l'ancrage islamique, des religions traditionnelles africaines, et du christianisme (catholique, protestant et évangélique). Ce contexte semble assez favorable pour une analyse pointue des logiques d'hybridation, de conflit ou de complémentarité entre spiritualité et logiques économiques.

Pour ce qui relève de l'échantillon, soulignons que nous avons eu recourt à la technique de choix raisonné, en vue de rechercher une diversité des profils au niveau des acteurs sociaux concernés. Nous nous sommes donc intéressés à des artisans, commerçants, agriculteurs, des femmes impliquées dans des groupes d'épargne et de solidarité (tontines, coopératives), des jeunes installés à leurs propres comptes, des figures spirituelles et religieuses (leaders traditionnels, leaders et guides religieux). Au total, nous avons enregistré une soixantaine d'entretiens, dont quinze (15) Focus group et quarante – cinq (45) entretiens individuels répartis comme suit : Bondoukou (15 EI et 5 FG), Bouna (15 EI et 5 FG) et Doropo (15 EI et 5 FG).

En matière d'analyse, les données recueillies ont fait l'objet d'une analyse informatique à l'aide du logiciel Nvivo. Concrètement, nous avons d'abord procédé à une analyse thématique préliminaire, dans une démarche inductive qui nous a permis de dégager une première série de catégories

analytiques (légitimité, richesse, bénédiction, tabou, réussite, sorcellerie, etc.). Ce qui nous a servi de concepts dans la base de codage/codification Nvivo élaborée à cet effet.

Un second niveau d'analyse a permis de générer des occurrences et des tendances, de croiser les discours selon les appartenances religieuses, le genre, l'âge et le statut socio-économique, à partir du logiciel afin de mettre en lumière les logiques de différenciation ou de convergence autour de la légitimation des AGR. L'analyse à l'aide du Logiciel Nvivo nous a permis de générer des graphiques (graphiques en secteur, en radar, diagrammes, nuages de mots, etc.) et différents supports visuels à effet de renforcer la portée démonstrative de notre étude. Aussi, avons – nous eu recourt à une analyse documentaire qui s'est pour sa part focalisée sur des textes religieux, des proverbes, des récits oraux, ainsi que sur des archives locales relatives à l'histoire de la région. Nos visites au musée de Bondoukou ont été ici déterminantes.

Par ailleurs, cette démarche a rencontré quelques difficultés. Celles – ci sont essentiellement en rapport avec la dimension sensible ou taboue de certaines croyances (marquée par leur caractère occulte) qui par moment a limité la profondeur des informations collectées par entretien. Toutefois, la diversification des sources et des acteurs, ainsi que le long moment passé sur le terrain ont participé à limiter la portée de ces difficultés.

3. Résultats

3.1. Les spiritualités locales comme cadre normatif de pérennité des activités économiques

3.1.1. Les croyances et normes locales traditionnelles : une caution symbolique d'existence des AGR et des pratiques économiques dans l'espace communautaire au détriment des normes formelles

Dans les imaginaires sociaux au Nord – Est de la côte d'Ivoire, la légitimité est un principe défini par l'articulation de plusieurs cadres de socialisation secondaire. En effet, c'est un processus d'entrecroisement et de régulation entre cultes des ancêtres, autorité et action des leaders traditionnels et guides religieux, croyances et prescription qui émanent des confréries et sociétés secrètes (devins, Dozos, détenteurs. rices). Un Homme 49 ans, leader communautaire au quartier Malagasso (Bondoukou) résume cette tendance avec les propos suivants : « A Bondoukou ici, les

gens respectent les imans et leurs guides traditionnels plus que la loi. Si le grand Iman a parlé c'est fini, même préfet ou bien commissaire n'a qu'à dire quelque chose les gens ne vont pas écouter ». Ce propos est un marqueur du poids des structures d'autorités locales à base traditionnelle et leur prédominance sur les institutions formelles de type moderne et bureaucratique. Ce qui semble correspondre à ce que Weber (1922) a appelé légitimation traditionnelle. Cette forme de légitimité ici est incarnée par des opérateurs symboliques comme les croyances et rites dédiés aux ancêtres, les conduites qui témoignent de l'allégeance aux figures sociales traditionnelles incarnées par les confréries et les guides locaux (religieux, coutumiers) qui sont positionnés comme les références valables qui structurent les conduites dans l'espace communautaire au détriment des normes formelles.

Cela suppose en effet qu'à Bondoukou par exemple, les normes formelles d'émanation institutionnelle et les figures d'autorité étatiques peuvent avoir une valeur légale, mais celles – ci tiennent leur légitimité et ne sont considérée dans l'espace communautaire que lorsqu'elles sont portées par la puissance coutumière traditionnelle et religieuse en place. Si un projet ou un message porté par un préfet, un commissaire, une autorité gouvernementale, une ONG, etc. n'est pas accompagné par la figure du « Grand Imam », ou du « Nana Bibi », ou encore du « Bron Hin – Nin »[34], … et leurs collaborateurs celui – ci a de fortes chances de rencontrer une résistance sous une forme ou sous autre.

Dans cette perspective, au – delà des logiques économiques et marchandes, une activité économique qui se veut durable se doit d'être avant tout porteuse du projet de rendre visible la force de ces institutions religieuses, traditionnelle et coutumières des groupes ethnoculturels Bron, Koulango (avec leurs sous – groupes : Gbin, Lorhon, Dègah,…), Lobi, et Sénoufo – Nafana. Elle doit également rendre visible leur contrôle sur l'espace territorial et de leur capacité de garder contre les agressions d'ordre spirituel ayant vocation de rendre l'activité contre-productive, par analogie à un chrétien pendant l'évangélisation. Cette idéologie de la protection et l'appartenance territorial symbolique semble ressortir des propos de l'homme de 48 ans, et tenancier de quincaillerie à Bouna, quartier Camarasso, en ces termes : « Dans la région ici, dans chaque boutique

[34] « Grand Imam », « Nana Bibi », et « Bron Hin – nin » sont respectivement des hautes autorités musulmane, Koulango et Abron de Bondoukou. En termes d'autorité, leur force de persuasion et de dissuasion est plus reconnue celle des autorités institutionnelles étatiques et para – gouvernementaux.

ou chaque magasin, si tu ne vois pas canari à l'entrée ou en bas du comptoir, ou bien quelque chose qui est attachée en haut c'est que ce n'est pas ici. Il n'y a pas quelqu'un qui ne se protège pas. »

Sous un tel rapport, l'on note que cette façon de mettre en évidence les valeurs spirituelles et croyancielles locales garanti en effet quatre formes de légitimation, à travers ce que nous appelons les quatre (4) régimes de légitimation des activités économiques, qui sont entre autres : le régime de légitimation familialiste, incarné par l'autorité du « père » ; le régime de légitimation ethnique qui sert de support à l'appartenance ethnoculturelle ; le régime de légitimation de l'attachement territorial qui est un régime lié à l'autochtonie ; et enfin le régime de légitimation de type affectif et émotionnel .

3.1.2. Les valeurs spirituelles et traditionnelles : un dispositif de moralisation de l'enrichissement en dépit de la valorisation des symboles de la réussite sociale incarnés les biens matériels

Les résultats issus des données du terrain montrent que dans la zone du Nord – Est de la Côte d'Ivoire, les valeurs traditionnelles et spirituelles locales constituent un dispositif de moralisation de l'enrichissement. Sous ce rapport, la possession des signes de réussite sociale (magasins, bâtiments, véhicules, terrains, biens de transport et commerce) est valorisante pour le statut social. Cependant, les modes d'acquisition de ces biens doivent revêtir un caractère moral pour pouvoir garantir la légitimité du statut. Autrement dit, à défaut d'avoir une reconnaissance sociale, l'enrichissement peut être un objet de scandale. L'argent peut donc être en même temps un objet moral et un objet de scandale (Colombi, 2020, pp 55 -77).

En effet, il y a chez les groupes ethno-communautaires concernés par l'étude, en l'occurrence ceux des zones de Bondoukou, Bouna et Doropo une bonne perception (du moins de façade) de la prospérité appuyée sur la droiture morale, en dépit du fait que de plus en plus de personnes s'adonnent à des pratiques considérées comme déviantes pour s'enrichir. Ainsi, il est ressorti des résultats que l'argent « sale » ou « maudit », par référence aux cadres normatifs en vigueur, fait l'objet d'une mauvaise perception. Et l'on a noté qu'il existe dans les imaginaires sociaux deux (2) catégories d'argent maudit : l'argent acquis par le crime, la délinquance et d'autres moyens connexes, et l'argent acquis selon les rites considérés comme maléfiques. Dans l'une ou l'autres de ces deux conditions, si les biens acquis par ses mécanismes sont appréciés du fait qu'ils peuvent constituer une réponse à des besoins sociaux du quotidien, leurs détenteurs sont socialement mal

vus. Cela se passe comme s'il existait une séparation entre l'argent ou le bien et son détenteur. Ce mode fonctionnement transparait dans les affirmations suivantes d'un homme 50 ans, travailleurs social et propriétaire de magasin de vente de céréale au marché de Bondoukou :

« Ici il faut faire très attention, beaucoup de personnes ne sont pas claires, donc il y a des groupes mêmes qu'il faut éviter. C'est vrai qu'ils ont un petit travail, ou bien un magasin, mais l'argent qu'ils ont là nous – mêmes on ne comprend pas. Tu les vois comme ça, eux tous ils ont enfant « toc – toc[35] » chez eux, ils ne sont pas bons. On ne voit pas bon travail qu'ils font, ils n'ont pas boutique, ni rien, mais ils toujours plein – plein d'argent, et beaucoup de femmes. Leur argent est maudit »

En effet l'argent maudit n'est pas forcément vecteur de mobilité sociale, il est plutôt vecteur de stigmatisation et inspire la méfiance vis-à-vis de son possesseur. Par conséquent, il ne valorise pas le statut de son détenteur. Viviana Zelizer (2005)[36] a développé la notion de marquage de l'argent pour témoigner du marquage symbolique et idéologique de l'argent en fonction de son origine. Cette notion appliquée au contexte qui nous intéresse dans cette étude permet de comprendre comment, à défaut de voir l'argent fonctionner comme un capital qui assure au détenteur une intégration relationnelle, celui – ci se positionne comme un facteur limitant la mobilité et l'intégration sociale. Il peut être un objet stigmatisant qui peut engendrer la disqualification du possesseur, le plaçant ainsi en situation de précarité relationnelle. C'est ce qu'un h*omme de 42 ans, réparateur de téléphone au quartier à l'ancienne gare (Bondoukou)* exprimer en ces termes :

« A Bondoukou ici, c'est vrai que les gens aiment l'argent, et puis tout le monde se cherche comme il peut, les gens rentrent en brousse fort même. Mais si on voit que toi ton argent est maudit, les gens t'évitent. Il y a un gar qui passe ici les soir – là, c'est pour cela que les gens l'évitent, il a une grosse plaie au pied, quand tu vois, tu ne plus manger. Les gens savent que c'est médicament d'argent donc on l'évite »).

[35] Enfant attardé mental, atteint de trouble de croissance et de langage, parfois paralytique. Dans les imaginaires populaires en milieu africain, ces symptômes sont considérés comme des signes qui apparaissent chez des enfants sacrifiés par les parents pour des raisons d'enrichissement.

[36] Viviana Zelizer, *la signification sociale de l'argent,* Paris, Seuil, Collection Liber, 2005.

Photo 2: Un talisman dans du tissu blanc accroché à un coin de magasin de transfert monétaire à Bondoukou

Photo 2 : Texte servant à la mise en scène de l'appartenance religieuse chrétienne dans un magasin de réparation de téléphone mobile à Bondoukou

En conclusion, dans le Nord-Est ivoirien, l'enrichissement matériel reste soumis à une forte régulation morale fondée sur les valeurs traditionnelles. Si la réussite économique confère du prestige, sa légitimité dépend du respect des normes éthiques collectives. L'argent « maudit », issu de pratiques déviantes ou occultes, fait l'objet d'un marquage symbolique négatif (Zelizer, 2005) qui transforme le capital économique en stigmate social. Dès lors, loin de favoriser la mobilité sociale, ce type d'enrichissement produit méfiance et disqualification, révélant la tension entre quête de réussite et exigence morale de reconnaissance.

3.2. Mécanisme de légitimation spirituelle et traditionnelle des AGR : croyances, rituels et stratégies

3.2.1. De la quête de protection, à la mobilisation de la clientèle, l'optimisation de bénéfices et la prospérité dans les affaires

Le processus de légitimation des activités économiques dans les régions de Bondoukou, Bouna et Doropo s'inscrit dans une logique complexe qui articule à la fois dimension religieuse, symbolique, communautaire et institutionnelle. En effet, cette légitimation ne relève pas uniquement d'une conformité aux normes économiques formelles, mais participe d'un ancrage à la fois idéologique et religieux qui confère à l'activité une reconnaissance spirituelle et sociale.

Ce processus se déroule en plusieurs phases. Dans un premier temps en effet, les acteurs recherchent la validation d'une autorité religieuse légitime : imam, pasteur, prêtre ou berger, dont la bénédiction ou le conseil représente une forme de capital symbolique (Bourdieu, 1977) indispensable à la reconnaissance communautaire de l'entreprise. Cette étape enclenche un processus de rationalisation religieuse de l'économie (Weber, 1920), où la réussite matérielle est envisagée comme dépendante d'un ordre qui transcende la réalité matérielle.

Il s'en suit dès lors divers rituels propitiatoires en vue obtenir la faveur des entités spirituelles considérées comme garantes de la prospérité et de la protection de l'activité. Les offrandes adressées aux autorités religieuses, tout comme les pratiques rituelles, participent de la sacralisation de l'espace économique, transformant ce faisant le lieu de travail en espace socialement et symboliquement protégé. Un homme de 41 ans, réparateur de téléphone au marché de Bondokou révèle à cet effet :

« Comme moi je suis chrétien chaque lundi quand j'arrive le matin, j'ai ma bouteille d'huile d'onction, je renverse un peu dans la couverture et je fais le tour de mon magasin. Pendant que je fais le tour, je verse et je parle. Je verse aussi dans le magasin. Je fais ça pour avoir toujours la présence de Dieu, là mon coin est protégé, moi-même je suis protégé, et puis ma semaine est gérée. C'est comme ça je fais pour faire rentrer ma semaine ».

Parallèlement à cette pratiques, la légitimation passe par une série de transactions sociales et institutionnelles qui assurent la reconnaissance de l'activité dans le contexte économique local. On note par exemple le versement de frais d'installation au propriétaire ou au gérant du lieu, paiement de contributions aux syndicats ou groupements professionnels, et régularisation fiscale auprès des représentants de la mairie ou des communautés. Ces pratiques traduisent une pluralité de normalisation, où l'ordre administratif coexiste avec des formes locales d'autorité, notamment dans les contextes où la présence de l'État demeure partielle ou symbolique.

Dans cette optique, l'espace commercial devient ensuite le support d'une mise en scène symbolique de l'appartenance religieuse. Les acteurs y exposent des marqueurs visibles de leur identité spirituelle, inscrivant ainsi leur activité dans un champ religieux qui structure les représentations collectives de la moralité économique (Bourdieu, 1979, p 338 ; Zelizer, 2005). Les commerçants chrétiens affichent souvent des versets bibliques, des images de figures bibliques ou de leaders religieux, accompagnées de musiques chrétiennes et de l'usage de fluides consacrés (eau bénite, huile d'onction) servant à purifier ou protéger le lieu et à se protéger soi - même.

Les commerçants musulmans, quant à eux, manifestent leur religiosité à travers des versets coraniques, des portraits de guides confériques et des objets enveloppés dans des tissus blancs, symboles de pureté et de protection. Ces éléments constituent des signes matériels de la foi qui réaffirment l'inscription du commerce dans un ordre moral légitimé par la religion. Chez certains acteurs, on observe des formes de syncrétisme religieux, caractérisées par la coexistence de symboles appartenant à plusieurs univers spirituels. Cette pluralité témoigne d'une stratégie d'adaptation symbolique (Warnier, 1999) où les individus articulent différents registres religieux selon les contextes d'interaction, tout en préservant des filiations spirituelles plus discrètes.

Enfin, les adeptes des religions traditionnelles africaines apparaissent comme les plus explicites dans la mise en scène de leurs appartenances spirituelles. Leur transparence symbolique illustre une continuité entre le religieux et l'économique, où la réussite commerciale repose sur des logiques de protection spirituelle, et de filiation rituelle. Par ailleurs, chez les acteurs de sexe féminin, ce processus s'articule le plus souvent avec la supervision ou l'accord du mari, ou de la mère au cas où celle – ci n'est pas mariée.

Dans de telles perspectives, la légitimation économique s'enracine dans un processus de rationalisation spirituelle endogène, où le sacré demeure un principe structurant de l'activité marchande. Un homme de 38 ans, tenancier de Boutique à Bouna, quartier Camarasso exprime cette réalité en ces termes : « En tout cas si tu ne protège pas, ça ne peut pas aller. Il n'y a rien de mal là – dedans. Tu vois au mur ici, ce sont des versets du saint coran, ça porte chance et puis tu es protégé ». Tandis qu'une femme, 51 ans, commerçante de nourriture à Bondoukou confirme cette tendance en affirmant ceci :

« Si tu fais ton commerce que tu n'as rien pour te protéger c'est que toi-même tu ne veux pas vivre. On peut te gâter, les gens ne sont pas bons. Et puis, il y a des trucs aussi quand tu as ça, ça porte chance, ça fait que les clients viennent et puis ton commerce marche. Tu peux mettre aussi dans ta caisse là on ne peut pas tirer ton argent ».

Ainsi, la légitimation des activités économiques à Bondoukou, Bouna et Doropo révèle une économie morale de la prospérité, au sein de laquelle la quête du profit s'articule avec la recherche de reconnaissance spirituelle et sociale. L'espace marchand devient dès lors un lieu d'expression du capital religieux, un espace de négociation symbolique entre tradition, modernité et autorité institutionnelle. Ce qui relève d'ailleurs d'une certaine rationalité hybride (Boltanski & Thévenot,

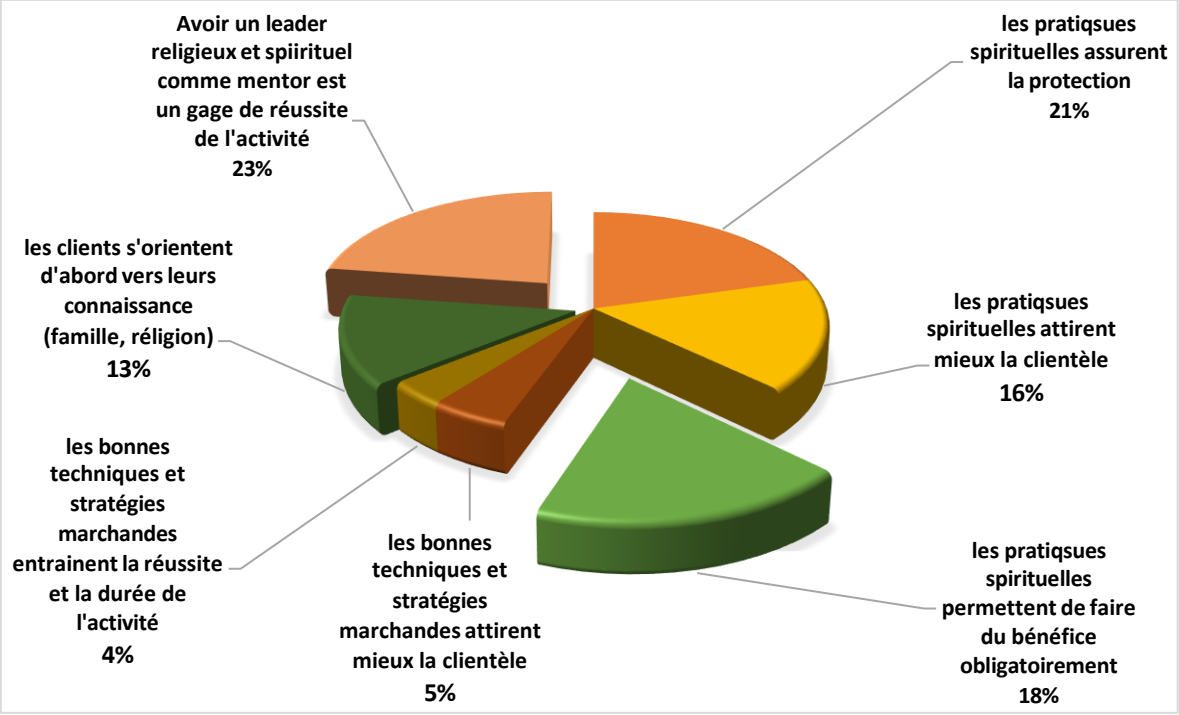
1991 ; Emmanuel Renaud, 2017 ; Muhammad Sholihin & Hardivizon, 2021 ; Maik Arnold, 2021) qui articule rationalité économique marchande, et rationalité croyancielle.

Par ailleurs, lors des enquêtes de terrain dans le cadre de cette étude, l'une de nos problématiques a été de mettre en évidence les logiques les plus déterminantes pour la réussite des activités économiques selon les acteurs.

Ainsi, l'analyse issue du Logiciel Nvivo a permis de constater que les logiques symboliques et spirituelles, incarnées par les indicateurs (Avoir un leader religieux et spirituel comme mentor est un gage de réussite de l'activité, les pratiques spirituelles assurent la protection, les pratiques spirituelles permettent de faire du bénéfice obligatoirement, les pratiques spirituelles attirent mieux la clientèle) enregistrent les tendances et occurrences les plus importants (Figure 1).

Ce qui veut dire que chez ces acteurs, la réussite d'une activité économique dépend plus de son ancrage spirituel et symbolique que de réelles stratégies marchandes.

Figure 1 : Entre logiques symboliques et spirituelles, logiques relationnelles, et logiques marchande, quelles sont les plus déterminantes pour la réussite des activités économiques selon les acteurs ?



3.2.2. Les appartenances symboliques à vocation religieuse comme espaces solidarité et d'appui aux AGR

Les données de terrain ont montré que la mobilisation de la clientèle ne relève pas d'un simple processus économique, mais elle s'inscrit dans un système complexe d'affinités sociales fondées sur des appartenances religieuses et ethniques partagées. Ces appartenances constituent des principes de différenciation et de cohésion sociale qui, dans le contexte étudié, orientent les dynamiques de confiance, de coopération et de réciprocité entre acteurs économiques. Ainsi, les relations économiques apparaissent comme enchâssées dans un réseau de significations symboliques et culturelles, elles décrivent ce faisant une certaine rationalité encastrée (Granovetter, 1985). C'est ce qui semble ressortir de ces propos d'une femme de 48 ans, vendeuse de friperie au marché de Bouna : « En tout cas c'est toujours mieux de chercher une sœur en christ chez qui tu va faire tes achats. Parce que mêmes nos sœurs qui prient là, si tu n'es pas musulman comme eux c'est difficile pour eux de payer quelque chose chez toi. ».

En outre, l'on a pu constater que la solidarité religieuse, notamment au sein des communautés chrétiennes, se manifeste à travers un ensemble de pratiques rituelles collectives (prières d'intercession, cultes spécialisés, réunions de prière). Et, celles – ci agissent comme des dispositifs de légitimation et de soutien mutuel. Ces espaces religieux peuvent de ce fait être analysés comme des lieux de production et de circulation du capital social (Bourdieu, 1980, pp 2-3), où la confiance et la reconnaissance symbolique deviennent des ressources mobilisables dans la sphère économique. Sous ce regard, la religiosité fonctionne comme un vecteur de régulation morale et de sécurisation des échanges qui renforce la cohésion des groupes d'appartenance.

De cette même manière, une solidarité mécanique (Durkheim, 1893) s'observe dans les pratiques spirituelles endogènes et les dispositifs rituels coutumiers. Par exemple les fêtes des ignames, les sorties de masques ou encore les danses rituelles des devins et prêtres traditionnels constituent des formes de rassemblements communautaires où la dimension spirituelle s'articule à la sphère économique. Ces événements remplissent en effet une fonction économique latente : les offrandes et sacrifices effectués visent la protection, la prospérité et la légitimation des activités productives. Ils traduisent ainsi une économie morale (Thompson, 1971) dans laquelle les valeurs religieuses et les représentations du sacré structurent les conduites économiques.

Dès lors, l'analyse de ces configurations montre que les pratiques religieuses, qu'elles soient d'inspiration chrétienne ou issues de la tradition locale, ne sauraient être appréhendées comme

extérieures à l'économie. Elles participent au contraire d'un même champ social où se tissent des logiques de pouvoir, de reconnaissance et d'accumulation symbolique de capital. Ce qui fait penser que la religion, une production idéologique, qui devrait s'inscrire dans la superstructure idéologique (Marx), apparaît non seulement comme un principe de régulation du monde social, mais également comme une infrastructure de la vie économique (Marx). Elle s'inscrit cela dit dans les logiques de la confiance, de la réciprocité et de la solidarité.

Pris dans ce sens, nous pouvons retenir également ici que l'espace marchand est également caractérisé par une forme d'hybridation en imbriquant à la fois une rationalité relationnelle sur fond de logique solidaritaire, et une rationalité économique dans une logique de bénéfice.

3.3. Tensions, évolutions et processus d'hybridation des pratiques économiques et traditionnelles

3.3.1. Tensions entre pratiques traditionnelles et religions modernes

Les régions du Nord – Est de la côte d'Ivoire (Bondoukou, Bouna, Doropo) font l'objet des tensions structurelles entre les pratiques religieuses locales d'inspiration traditionnelle et les formes de religiosité dites modernes, notamment celles qui se revendiquent du pentecôtisme.

En effet, les pratiques économiques et spirituelles relevant des valeurs locales sont fréquemment stigmatisées comme des formes de sorcellerie par les adeptes des religions chrétiennes contemporaines, surtout d'obédience pentecôtistes. Ces dernières tendent à délégitimer les valeurs religieuses autochtones en les inscrivant dans un registre qui les disqualifie du point de vue de la morale spirituelle.

Cependant, pour les acteurs qui y participent, ces pratiques constituent au contraire un héritage ancestral porteur de sens et de cohérence. Ils estiment qu'elles s'inscrivent dans une logique de réappropriation identitaire et traduisent une volonté de se distancier des représentations péjoratives héritées du discours tendant à les stigmatiser. D'ailleurs, ces acteurs perçoivent souvent les chrétiens comme des personnes qui sont en rupture avec leurs racines culturelles qui devraient constituer leurs références pour adopter des systèmes religieux venus d'ailleurs, et jugés inadaptés à leurs besoins sociaux et spirituels (Ayimpam, 2014, p. 249).

Toutefois, cette opposition doit être nuancée, dans la mesure où l'on observe, au sein d'une partie des fidèles chrétiens et musulmans, une attitude de tolérance croissante vis-à-vis des pratiques religieuses traditionnelles. Ce phénomène témoigne d'un syncrétisme religieux de plus en plus

assumé dans les dynamiques modernes du croire. Enfin, il convient de noter que la participation à des pratiques spirituelles locales ne renvoie pas nécessairement à une adhésion religieuse en tant que telle.

En outre, dans certains contextes, notamment dans les milieux commerçants, ces pratiques s'inscrivent dans une logique pragmatique de protection symbolique face aux menaces perçues (mauvais sort, envoûtement, maladie, échec économique, etc.). Ainsi, le recours aux rites et cultes traditionnels relève moins d'une conversion spirituelle que d'une gestion de l'incertitude au sein des activités économiques et sociales. Un femme 36 ans, vendeuse de couches de bébé et de légumes au quartier Kamagaya, Bondoukou exprime cette situation en ces termes :

« Ici si tu vois quelqu'un qui vent au marché il faut le respecter, femme comme garçon il faut le respecter. Ce sont des gens qui se lavent avec au moins sept (7) canaris par jour. Il y a pour 2 heures du matin, il y a pour minuit, il y a pour 4 heures du matin, il y a même ce qu'ils vont se laver avec juste avant de sortir de la maison. Ils vont te dire qu'ils se protègent, et puis va faire marcher leur commerce, que Dieu n'est pas contre ça et que c'est différent de la sorcellerie, alors que si tu lance ton commerce que tu ne fais pas comme eux c'est que tu as cherché ta mort. Ouiiiii, ma petite – sœur a failli mourir comme ça. »

3.3.2. Processus d'hybridation des normes économiques et religieuses à Bondoukou sous l'effet de la précarisation et de la modernité

Dans les régions de Bondoukou, Bouna et Doropo, les dynamiques contemporaines de précarisation économique contribuent à transformer en profondeur les formes de rationalité qui structurent les activités économiques locales. Au nombre des facteurs qui concourent à l'affaiblissement des revenus des ménages, il y a : la mévente du produit agricoles majeurs comme l'anacarde, la dégradation progressive des sols sous le poids du changement climatique qui affecte la productivité vivrière, ainsi que la dépendance accrue aux engrais chimiques qui accélèrent la détérioration et la faible conservation des denrées périssables (notamment l'igname, la tomate ou le piment, produits emblématiques de la zone).

Cette précarisation entraîne une redéfinition des comportements économiques et moraux, que ce soit au sein du ménage ou dans l'espace marchand. Ce qui relève d'ailleurs d'un processus d'hybridation normative (Boltanski & Thévenot, 2006 ; Emmanuel Renaud, 2017 ; Muhammad Sholihin & Hardivizon, 2021 ; Maik Arnold, 2021).

En effet, face à la raréfaction des ressources et à l'incertitude des revenus, les populations locales développent de nouvelles stratégies d'adaptation qui s'accompagnent d'une tolérance croissante à

l'égard d'activités longtemps stigmatisées par les normes religieuses dominantes (Islam et christianisme).

Par exemple, les jeux de hasard et la vente d'alcool, historiquement perçus comme moralement déviants, deviennent ainsi socialement acceptables, voire légitimes, dans le cadre d'une économie de survie. L'on observe désormais la prolifération de points de jeux de hasard tenus par des croyants de diverses confessions, illustrant une négociation permanente entre prescriptions religieuses et impératifs économiques (Muhammad Sholihin & Hardivizon, 2021 ; Maik Arnold, 2021, Kamitewoko, E. 2021).

L'essor des paris en ligne et des jeux numériques, facilité par la modernisation technologique (Internet, réseaux sociaux, télévision numérique), participe de cette reconfiguration. La modernité technique favorise ici l'intégration d'activités autrefois marginales dans le champ de l'économie populaire. Ce qui donne lieu désormais à une économie morale fondée sur la recherche de stabilité dans un environnement incertain.

De plus, la proximité du Ghana accentue les échanges et les influences économiques transfrontalières. Les acteurs combinent désormais logiques marchandes modernes et pratiques symboliques traditionnelles. Les commerçants mobilisent simultanément des outils dit modernes (plateformes numériques, réseaux sociaux) et des rituels spirituels de protection ou d'attraction de la clientèle, illustrant une hybridation entre rationalités économiques et religieuses.

Ainsi, la précarisation, conjuguée à la modernisation, engendre une économie à rationalité hybride, où se croisent valeurs traditionnelles, contraintes matérielles et logiques modernes. Cette configuration révèle une recomposition des normes sociales et une adaptation pragmatique des acteurs, qui reconfigurent continuellement leurs pratiques à la jonction du sacré et du marchand, du traditionnel et du moderne.

4. Discussion

Les résultats de cette recherche invitent à repenser plusieurs cadres théoriques classiques de la sociologie économique à la lumière des dynamiques observées dans les espaces marchands de Bondoukou, Bouna et Doropo.

Vers un renforcement de la légitimation traditionnelle : entre continuités symboliques et recompositions locales

Les résultats de cette recherche confirment la pertinence de la typologie wébérienne de la légitimation traditionnelle. Toutefois, ils contribuent à l'enrichir avec des éléments contextuels fondée sur les dynamiques symboliques observées dans les espaces étudiés (Bondoukou, Bouna, Doropo). Ainsi, la typologie wébérienne de la légitimation traditionnelle trouve ici une actualisation empirique. En effet, L'autorité et la légitimité des acteurs se déploient selon plusieurs régimes symboliques, à savoir : le type familialiste, le type ethnique, le type territorialiste et l'affectif. Ces registres ne relèvent pas seulement de la coutume, mais constituent de véritables opérateurs de reconnaissance sociale, fondant la confiance et la réputation au sein des circuits marchands. Dans ce contexte, il ressort que la légitimité économique demeure enchâssée dans des structures sociales et morales locales, où la filiation, le lien communautaire et l'émotion jouent un rôle structurant.

De l'encastrement social à l'encastrement spirituel

L'actualisation de la théorie de l'encastrement de Granovetter (1985) apparaît ici déterminante. Les interactions économiques observées ne se comprennent qu'en intégrant une conception élargie de l'encastrement, qui dépasse la seule dimension sociale pour englober les registres spirituel, religieux, coutumier et relationnel. L'économie locale s'inscrit dans un univers symbolique où les transactions matérielles sont médiatisées par des valeurs et croyances collectives, et où les liens d'interdépendance ne se limitent pas aux réseaux sociaux, mais englobent également des relations invisibles avec le monde spirituel et des acteurs dématérialisés.

Cette extension du concept d'encastrement permet de rendre compte des multiples « registres de rationalité » (Boltanski & Thévenot, 1991) qui coexistent dans les pratiques économiques, articulant calcul économique, obligation morale et croyance religieuse. Ce faisant, les acteurs élaborent des compromis normatifs entre profit matériel et équilibre spirituel.

Le marquage moral de l'argent : entre sacralisation et tolérance

La théorie du marquage de l'argent de Zelizer (2005) se trouve confirmée, mais aussi enrichie. Si, dans les sociétés occidentales, l'argent "sale" renvoie souvent aux activités illicites (prostitution, trafic de drogue), les contextes étudiés montrent une tolérance accrue envers ces sources de revenus, dès lors qu'elles s'inscrivent dans des logiques familiales ou communautaires. À l'inverse, l'argent "maudit", issu de pratiques spirituelles jugées déviantes, suscite un rejet plus fort. Cette

inversion du stigmate révèle une moralisation différenciée de la valeur économique, dépendante des cadres spirituels et des normes locales de pureté.

Hybridation des sphères : vers une critique du paradigme marxiste de la séparation

Les observations empiriques conduisent à une déconstruction du paradigme marxiste classique de la séparation entre infrastructure matérielle et superstructure idéologique. Dans les contextes étudiés, l'espace marchand apparaît comme un lieu d'hybridation où s'entrelacent logiques économiques, rites religieux et pratiques coutumières. Cette co-présence remet en cause l'idée d'une hiérarchie entre base et superstructure et invite à penser l'économie comme un phénomène social total (Mauss, 1924), où le religieux et le matériel se co-produisent mutuellement.

Cette hybridation révèle la complexité des rationalités contemporaines et l'impossibilité de réduire le marché à un espace d'échanges purement instrumentaux. Elle met en lumière une cohabitation de registres normatifs hétérogènes, parfois contradictoires, mais fonctionnellement complémentaires.

Hybridation normative et mutations contemporaines

Enfin, cette étude s'inscrit dans la perspective des travaux récents sur l'hybridation des normes (Sholihin & Hardivizon, 2021 ; Maik Arnold, 2021 ; Kamitewoko, 2021). Les transformations des pratiques économiques locales s'expliquent par la convergence de plusieurs dynamiques globales : la diffusion d'internet, les échanges transfrontaliers, la précarisation et le changement climatique. Ces facteurs favorisent une recomposition simultanée du religieux et de l'économique, où tradition et modernité se reconfigurent mutuellement.

Conclusion

En définitive, l'étude permet de mettre en lumière, sur la base des contextes économiques et sociaux observées, que le champ économique décrit une réalité aux fondements symboliques, spirituels et culturels plus marqués que les normes purement économiques. Ce qui confirme que l'économie est un fait socialement, spirituellement et moralement encastrée, où les logiques du marché se conjuguent avec des formes locales de légitimation et de croyance. Elle invite à dépasser les clivages classiques entre économie et culture, tradition et modernité, pour penser l'espace marchand comme un espace social total, traversé par des régimes pluriels de rationalité et de normativité.

Références bibliographiques

BOLTANSKI Luc & THÉVENOT Laurent, 2006. *On Justification: Economies of Worth*. Princeton University Press.

MAUSS Marcel, 1924. *Essai sur le don : Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques.* L' année Sociologique.

POLANYI Karl, 1944. *The Great Transformation: The Political and Economic Origins of Our Time*. Beacon Press.

WEBER Max, 1922. *Économie et société : Sociologie générale*. Plon.

MAIK Arnold, 2021, *« Hybridity and Multirationality in Social Work Organisations »,* https://www.maik-arnold.de

ADOGAME Afe, 2013, « Reconfiguring the Global Religious Economy: The Role of African Pentecostalism. In Spirit and Power: The Growth and Global Impact of Pentecostalism », Oxford University Press, pp. 185-203.

HEUSER Andreas, 2013, « Refuse to die in poverty: Armutsüberwindung und Varianten des Wohlstands evangeliums in Afrika », Theologische Zeitschrift, 146-171.

KAMITEWOKO Edwige, 2021, « Religion, entrepreneurship and economic development in Africa », Modern Economy, n°12, 1245-1262.

SOARES Benjamin, 1996, « The Prayer Economy in a Malian Town », In Cahiers d'Études africaines, 36(144), pp. 739-753.

HULL Elizabeth & Deborah James, 2012, « Introduction: Popular Economies in South Africa. Africa: Journal of the International African Institute », 82(1), pp. 1-19.

SHOLIHIN Muhammad & HARDIVIZON, 2021, « Hybrid Rationality behind Customers' Choices of the Islamic Banks: An Experience of Bengkulu, Indonesia », Journal of Islamic Thought and Civilization, 2021.

DJEDOU Adjé & N'GOH Nana, Juin 2025, « Les femmes de Bondoukou entre opportunités de contrôle économique et déconstruction des stéréotypes sociaux », In Revue Le Caïlcédrat n°20.

AYIMPAM Sylvie, 2014. *Economie de la débrouillardise à Kinshasa. Informalité, commerce et réseaux sociaux. Paris,* Edition Karthala.

DE SARDAN, Olivier, 2005. *La revanche des contextes : Des mésaventures de l'ingénierie sociale en Afrique et au-delà. Paris,* Edition Karthala.

DE SARDAN Jean-Pierre Olivier, 2005. *Anthropologie et développement : Essai en socio-anthropologie du changement social.* Paris : Karthala.

NANFOSSO Roger Antoine Pépin Tsafack & NKOA Bruno Emmanuel Ongo, 2022. *Économie de la religion en Afrique : Développement récent et trajectoires durables.* Éditions L'Harmattan.

CLIFFORD Geertz, 1986. *L'Interprétation des cultures.* Ed. Gallimard

BOURDIEU Pierre, 1979. *La Distinction : Critique sociale du jugement*. Paris, Éditions Minuit.

BOURDIEU Pierre, 1977, « Algérie 60. Structures économiques et structures temporelles. In L'Attachement social : Formes et fondements de la solidarité humaine », pp : 108, 143.

BOURDIEU Pierre, 1980, « Le capital social », In : Actes de la recherche en sciences sociales, n° 31.

FOUCHARD Laurent, 2005. *Entreprises religieuses transnationales en Afrique de l'Ouest.* Edition Karthala.

DOZON Jean-Pierre, 1995, « La cause des prophètes : Politique et religion en Afrique contemporaine », Horizon IRD.

COMAROFF Jean & COMAROFF John, 2000. Cité par André Mary « Conversion et conversation : les paradoxes de l'entreprise missionnaire », In Cahiers d'Études africaines, 160, XL-4, 2000, pp. 779-799

RANGER Terence, 1986, « Religious Movements and Politics in Sub-Saharan Africa », In: Donald Cruise O'Brien and Christian Coulon. Oxford: Clarendon Press, pp. 65–82.

PEEL John David Yeadon, 2000. *Religious Encounter and the Making of the Yoruba.* Bloomington and Indianapolis: Indiana University Press.

MEYER Brigitte, 2004, « Christianity in Africa: From African Independent to Pentecostal-Charismatic Churches », In Annual Review of Anthropology n° 33: pp. 447–474

MARSHALL Ruth, 2009. *Political Spiritualities: The Pentecostal Revolution in Nigeria*. Chicago & London: University of Chicago Press.